

La culture amazighe et la révolution

Avant l'implosion révolutionnaire, l'officialisation de la culture berbère butait sur le système totalitaire. Aujourd'hui surgit et sévit un nouvel adversaire. Le 27 mars, Hamadi Ben Yahia, fondateur de la troupe "Imazighen", concluait la conférence de presse tenue à la maison de la culture "Ibn Rachiq" par ce propos : "on ne baissera pas les bras. La lutte continuera". À l'heure où les salafistes agressent partout, et à maintes reprises, les artistes, aucune ambiguïté ne persiste quant à cette lutte et à ses protagonistes. Même s'il est question de continuation, à quel passé le conférencier faisait-il allusion ? Voici deux décennies, j'introduisais une doctorante, Inès Horchani, auprès de la communauté berbère. Elle préparait une thèse d'État, à Paris, sur la culture amazighe en Tunisie. Depuis, elle a réussi avec les félicitations du jury. Durant l'enquête, nous voici donc chez Hamadi Ben Yahia, mon ami. Il habite à "Sabbat Edhlem", le dédale de l'ombre, situé au cœur de la médina et rendu célèbre depuis l'hécatombe des youseffistes pourchassés par les bourguibistes. Bien des archives secrètes seraient à mieux divulguer. Chez Hamadi, l'architecture berbère de la demeure étonne le visiteur, tant elle tranche eu égard au style de la ville. Imprégné de convivialité, ce fut là un moment désormais inoublié. Sur fond musical, Hamadi parle et Inès, ravie, écrit ceci : "nous étions en train de préparer une importante réunion pour en finir avec la marginalisation de notre culture. Nous ne sommes, peut-être, que dix pour cent de la population, mais nous voulions évoquer la langue, l'art, la cuisine et d'autres aspects de nos traditions. Irrité, le ministre de l'intérieur nous a intimé l'ordre de tout arrêter, immédiatement, sous peine de nous envoyer la police. Nous savions de quoi il était capable et notre initiative avait été étouffée dans l'œuf". Mais Hamadi Ben Yahia ignorait les blocages plus feutrés.

Ainsi, la suspicion universitaire ajoutait sa contribution à la surveillance policière, malgré la propagande afférente à la situation, privilégiée, des minorités. Avec un berbérophone chevronné, souvent sollicité à l'échelle internationale, des collègues proposèrent à Ben Dhia, alors ministre de l'Enseignement supérieur, l'introduction du berbère à la faculté. En dépit de l'avis favorable, un arabisant, à la fois universitaire et œil du parti, où il jouit de notoriété, sabota le projet. Aujourd'hui, dans le sillage de la révolution, les pouvoirs publics jouent, plus



© amazighworld.org

ou moins, le jeu d'une libre expression ; mais les salafistes inquiètent l'artiste. L'appréhension, fondée, lève un coin du voile sur la nouvelle complexité. Avatars de la révolution, illusions et désillusions, espoirs et désespoirs arborent la valse des signaux contradictoires. Dans ces conditions, le témoignage du militant berbère, depuis l'heure première, a valeur d'analyse. La révolution inspira deux principales orientations. L'optimisme porte l'accent sur les fruits de l'indignation montée à l'assaut de la répression. De là provient l'incessante répétition de cette appréciation : "plus jamais rien ne sera comme avant". Mais après l'énumération des inconvénients, au premier rang desquels figurent la récession et l'insécurité, les tenants du verdict négatif dénoncent le jargon laudatif. Ils proposent une meilleure adéquation du signifié au

signifiant par la substitution de la "révolte" à la "révolution". Hamadi Ben Yahia lui aussi, pris entre les promesses islamistes et les foudres salafistes, ne sait plus sur quel pied danser. Cependant, un dénominateur commun renvoie, dos à dos, positivistes et négationnistes. Engagés, tous deux, sur la même piste, ils partagent l'illusion d'une transformation perçue à travers une grille de lecture holiste. Ou bien tout change, ou rien d'essentiel n'advient. Le débat contradictoire, et encore inachevé, renoue avec l'histoire des idées. Les critiques adressées à la notion de "progrès", si chère à Auguste Comte, incriminent la méconnaissance de la pluridimensionnalité. Car, dans tous les cas de figure, et vus les pesanteurs du passé, les multiples niveaux de la société n'évoluent pas au même rythme. Une fois sous-analysée, ou occultée par les commentateurs désoutillés, cette complexité ouvre la voie aux voix contradictoires, au vu de quoi, les uns parlent de révolte et les autres évoquent la révolution. Propice aux pêcheurs en au trouble, cette vision indifférenciée ou sélective de la globalité perpétue le vice de forme débusqué dans la notion de "progrès". Elle perpétue le présupposé légué par la philosophie de l'histoire à la pensée sociale des 18^e et 19^e siècles. Une ultime conclusion bruisse à l'aval de cette prospection. Souvent un doute me prend lorsque j'entremêle ainsi, les détails d'apparence anecdotique et les perspectives quelque peu théoriques. Mais, chaque fois, me revient, soudain, à l'esprit cet éloge, sans aucun doute excessif, du professeur Marie Louise Pellegrin : "j'ai infiniment aimé. Voilà comment se produit, aujourd'hui, la sociologie. Observation du quotidien et langage raffiné. Quel bonheur". Alors, narcissisme aidant, je trouve ce mot plutôt subtile et, rassuré, je dors tranquille.

Khalil ZEMITI
Sociologue émérite

Le syndicalisme, quel rôle dans le printemps arabe ?

Le paysage syndical arabe

Evoquer les rapports entre syndicalisme et « printemps arabe » exige une description préalable de la situation syndicale dans le monde arabe. En effet, ce qui est couramment appelé « monde arabe » n'a pas connu une histoire syndicale uniforme, nous pouvons même affirmer que dans certains pays, le syndicalisme n'a pas encore vu le jour. Cette disparité est expliquée par l'histoire du capitalisme dans la région, de l'industrialisation, du colonialisme et par la nature des régimes politiques en place. D'une manière empirique nous pouvons établir une typologie simple et opérationnelle qui couvre tous les pays arabes comme suit :



© anarkismo.net

- Les pays où le syndicalisme est toujours inexistant ou embryonnaire à l'instar des pays du Golfe. Il est important de rappeler que dans ces pays, l'écrasante

majorité des travailleurs sont des étrangers qui ne bénéficient pas encore du droit syndical.

- Les pays où les syndicats sont totalement inféodés aux partis uniques au pouvoir sur le modèle de l'Union Soviétique des années 30. Dans ce cas il s'agit plutôt de comités de surveillance des administrations, des entreprises et des travailleurs, tel est le cas de la Syrie, de l'Irak, du Yémen et de la Libye.

- Les pays où les syndicats même surveillés, adoptant parfois des attitudes de compromis, de résignation, d'allégeance, sont en réalité en confrontation permanente avec le pouvoir tels que la Tunisie, le Maroc, l'Algérie et l'Égypte.

L'émergence du syndicalisme anticolonial



© pluralisme_syndical tunisienumerique.com

Le syndicalisme est représenté d'une manière générale dans l'imaginaire politique des populations arabes, tout particulièrement dans les pays du troisième groupe cité (Égypte, Tunisie, Algérie, Maroc) comme étant le lieu du vrai combat pour la dignité, l'égalité et la liberté. Cette image provient du fait que ces mouvements syndicaux ont été à la tête de la lutte anticoloniale et dans certains cas, les leaders du mouvement national et les piliers de l'indépendance. En effet, pendant la période de la lutte pour l'indépendance nationale, ces centrales syndicales ont appris à mobiliser les masses populaires et à structurer des revendications à la fois anticoloniales et anticapitalistes. C'est à partir de cette expérience d'affrontement contre les forces de répression coloniale qu'une certaine culture de combat s'est développée au sein de plusieurs centrales syndicales. En effet, par le fait de la colonisation, cette culture d'affrontement anticoloniale a constitué un caractère original par rapport aux grands courants du syndicalisme européen. Ce fait historique a permis à certaines organisations syndicales de se transformer en mouvements de masses populaires, et en courants politiques d'opposition au pouvoir central. Les exemples de l'Union Générale des travailleurs de Tunisie (UGTT) et de l'Union Marocaine des Travailleurs (UMT) illustrent très bien ce type de mouvance syndicale.

Le syndicalisme au réveil du « Printemps arabe »

Comme nous l'avons signalé, étudier le syndicalisme en relation avec le printemps arabe serait en fait limiter cette réflexion aux pays qui ont vécu une transformation politique et sociale provoquant soit la chute des dictateurs (l'Égypte et la Tunisie) soit de profonds changements dans l'organisation de l'État (Le Maroc). Nous constatons dans ces deux cas que ces grandes mutations ont lieu dans les pays où les syndicats sont présents sur la scène politique, et où le syndicalisme est ancré dans le débat politique. J'exclue le cas de la Libye pour deux raisons : l'inexistence d'un syndicalisme actif et le rôle déterminant de l'OTAN dans la chute de Kadhafi. Quant à l'Algérie, même inféodée, l'UGTA (Union Générale des Travailleurs Algériens) et malgré la création de plusieurs syndicats

autonomes, cette centrale syndicale reste influente, et pourra jouer un rôle important dans la conduite des prochaines élections législatives en mai 2012.

Le syndicalisme tunisien pilier de « la révolution »

Ce n'est donc pas par hasard que ces processus de changements et de ruptures se sont produits dans le pays arabes où le syndicalisme est structuré et agissant. En effet en Tunisie, le pays qui a inauguré « le printemps arabe », l'émergence du syndicalisme date des années vingt et la lutte syndicale est la plus développée dans le monde arabe, accumulant une expérience de plus de soixante dix ans, ayant dirigé et encadré par le passé plusieurs luttes pour la dignité et la justice sociale. Plusieurs indices, événements historiques nous confirment cette hypothèse (Arrestation et condamnation de centaines de syndicalistes, attaques organisées des locaux des syndicats, interdiction d'accès aux moyens de communication...).

En ce qui concerne la Tunisie, nous pouvons remarquer aussi que la centrale syndicale l'UGTT a engagé la lutte ouverte contre le régime de Ben Ali en 2008. C'est à partir de la région de Gafsa, la région des mines, où une grève a été organisée et un mouvement de solidarité exceptionnel à l'échelle nationale et internationale s'est imposé. Ce mouvement a duré six mois constituant la première victoire contre la dictature en démystifiant la peur, l'outil essentiel de la répression. Le siège du parti au pouvoir, symbole de la corruption a été occupé par la population. Des manifestations de masse ont parcouru toute la région pendant quarante jours consécutifs. Toutes les villes avoisinantes du Sud ont soutenu le mouvement de contestation par des rassemblements quotidiens face aux préfectures et aux palais de la justice... Suite à une répression féroce et à des arrestations massives, ce mouvement a été étouffé en apparence seulement, car les contestataires ont réussi à implanter à travers les syndicats locaux et régionaux un réseau de résistance dans tout le pays. Dès lors, le mouvement social tunisien disposait d'une "logistique révolutionnaire syndicale" qui lui a permis de marcher de toute part sur La Kasbah (place du Gouvernement) le 14 janvier 2011.

Le syndicalisme égyptien à la place Attahrir

En Égypte Le syndicalisme a été inféodé au pouvoir depuis 1957, Jusqu'à 2009 seul le syndicat officiel, l'ETUF pouvait s'exprimer au nom des travailleurs. À partir de 2009 et suite à une forte contestation ouvrière. Le premier syndicat indépendant fut créé Le RETA. Ce fut le début d'une grande marche d'un syndicalisme égyptien indépendant tourné vers la justice sociale et la lutte contre la corruption. Il s'agit d'une avancée incontestable qui a favorisé

l'émergence de slogans anti Moubarak et l'amplification du mouvement social dans toute l'Égypte. Depuis 2005, les actions des travailleurs égyptiens : piquets de grève, rassemblement dans les lieux de travail, se comptaient par milliers par an. En 2008, le déclenchement de la grève de Mahallaa groupant 24 000 travailleurs et travailleuses du textile a rompu le sentiment de peur qui paralysait tout le peuple égyptien et surtout les couches sociales les plus pauvres. Cette grève, très soutenue a eu les mêmes effets que celle des mines de la région de Gafsa en Tunisie, déclenchée également la même année.

Tous ces éléments indiquent clairement que le mouvement syndical égyptien indépendant était fortement présent dans le processus révolutionnaire. Kamel Abouaita figure connue du syndicalisme indépendant, arrêté plusieurs fois à cause de son militantisme syndical affirmait que tous les noyaux des syndicats indépendants étaient actifs sur la place Attahrir dès les premiers rassemblements...



© info-palestine.net

Le retour du syndicalisme marocain

Après quelques années de distance de la scène politique et sociale, le syndicalisme marocain pruriel, marqué par une grande tradition de collaboration avec les partis politiques, s'est trouvé depuis le déclenchement du soulèvement social en Tunisie dans une position de combat, soutenant sans réserve les revendications, d'abord des employés du secteur publique puis de ceux du secteur privé. Tous les syndicats notamment les importants (l'UMT, UGTM, la CDT...) ont su mobiliser et encadrer le mouvement social. C'est à partir de 2009 qu'après une période de désenchantement syndical qu'une nouvelle conscience émergea, donnant aux syndicats un rôle nouveau dans la contestation et dans la défense des travailleurs. Les premiers slogans adoptés par les syndicats portaient sur la justice sociale et le partage des richesses du pays avec plus d'égalité et de solidarité. Ces syndicats ont participé à toutes les manifestations dont certains étaient proche du mouvement du 20 février. Dans cette lutte, les employés et les travailleurs ont perdu progressivement ce que l'on appelle au Maroc le désenchantement syndical. Dans ce contexte, une nouvelle page du syndicalisme s'est ouverte contre l'ostracisme à travers la volonté de ces derniers de collaborer avec tous les mouvements démocratiques pour

soutenir les libertés fondamentales, la réforme des structures étatiques, les élections transparentes et un développement soutenu dans les régions les plus pauvres. Tous les slogans émanant des syndicats au Maroc rejoignent globalement ceux de la Kasbah à Tunis et ceux de la place Tahrir : Égalité, dignité, liberté. Une autre caractéristique importante du syndicalisme marocain lors de cette grande marche vers la démocratie, tous ses leaders ont appelé à une unité de l'action syndicale permanente et stratégique pour faire pression sur toutes les instances de décisions relatives à la fois à la condition de vie des travailleurs et des couches les plus pauvres de la société et exigeant l'introduction dans la nouvelle constitution de tous les droits syndicaux dans tous les

secteurs et toutes les entreprises. Sans révolution les syndicats marocains ont pu rejoindre le printemps arabe avec une mobilisation de la population marocaine sans précédent.

Ce que l'histoire retiendra

Sans aller dans une explication historique et politique trop lourde, on peut avancer l'hypothèse qui démontre que, c'est dans les pays où le syndicalisme a été présent, vif, revendicatif et parti prenante du mouvement démocratique, que nous avons assisté à la chute de la dictature, à la dénonciation de la corruption du néocolonialisme interne. Par contre dans les pays où le mouvement syndical était absent ou inactif (La Syrie, Le Yémen, le Bahreïn, la Libye) le

mouvement fut, encerclé presque étouffé par le tribalisme ou par l'intervention militaire.

Cette nouvelle situation politique dans les pays arabes impose une nouvelle approche du mouvement syndical, une profonde réflexion s'impose autour des nouveaux rôles du syndicalisme arabe :

Comment élargir l'action syndicale à toutes les composantes du mouvement social ? Quelles stratégies face aux pluralismes syndicales ? Comment structurer et décentraliser l'action syndicale ? Quel sont les nouveaux champs des interventions ? Le rôle du syndicalisme dans la rédaction de la nouvelle constitution.

Ridha TLILI

Sociologue, Université de La Manouba

Dinar/Euro : Le seuil psychologique

Nos éminents professeurs nous ont appris sur les bancs de l'Université que le niveau de la monnaie nationale par rapport aux devises joue un rôle fondamental sur deux plans. D'une part, sur le plan interne, le niveau de la monnaie affecterait directement le prix des produits importés. D'autre part, sur le plan externe, la variation de la monnaie nationale aurait un impact sur la compétitivité des produits nationaux destinés à l'exportation.

Quelle est la conséquence de ces variations sur l'économie tunisienne ?

On essayera de répondre à ces questionnements à travers une approche factuelle systémique.

L'UE représente 80 % des échanges de la Tunisie

Les observateurs ont de bonnes raisons pour s'inquiéter quant à la force de l'euro qui valait 2,0019 le 23 février dernier.

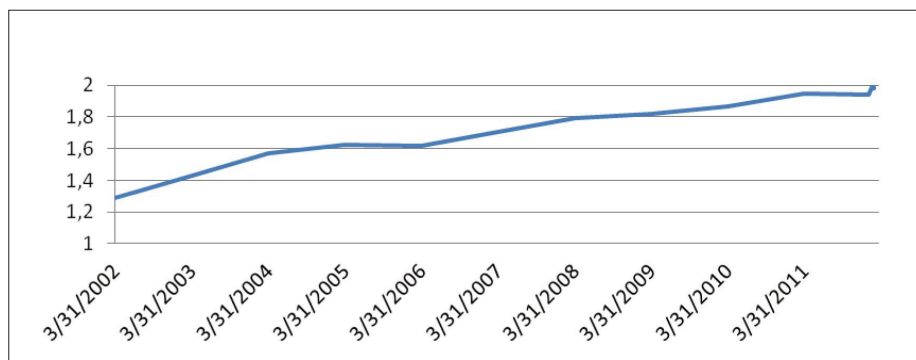
structurel, un Dinar faible par rapport aux monnaies de références. Mais pourquoi toute cette focalisation sur l'Euro et l'UE ? Tout simplement, car les échanges de la Tunisie se font à hauteur de 80 % avec l'UE.

Une dette tunisienne libellée en Euro

Les conséquences de la dépréciation de la monnaie tunisienne sont aussi multiples que directes. En effet, cela peut désavantager les exportations tunisiennes et entraver la relance économique déjà fragile. Il faut rappeler que la balance commerciale a enregistré un recul en 2011 de 5 % par rapport à 2010 enregistrant un déficit de 8610 MD selon l'INS. La faiblesse de la monnaie tunisienne peut éventuellement permettre d'avoir une reprise des exportations grâce aux gains en matière de compétitivité/prix. Cela reste hypothétique, car les bienfaits de la baisse de la monnaie sur les exportations ne peuvent se faire que dans un climat économique stable. Or, en ce moment, c'est loin d'être le cas : sit-in à répétition entravant la production, administration tournant au ralenti, tiraillements politiques, insécurité...

Dans le même temps, les importations pèseront lourdement sur la balance commerciale déjà déficitaire. On assistera au renchérissement des produits importés dont certains sont incompressibles tels que les produits alimentaires. D'ailleurs, le poids du manque des produits alimentaires commence à se sentir dans le budget des ménages. Ces produits ont connu ces derniers temps une augmentation galopante des prix. Ceci a impacté massivement le pouvoir d'achat de l'ensemble des consommateurs toutes catégories confondues. Cependant, cette baisse de la valeur du Dinar va faire augmenter mécaniquement la valeur de la dette puisque 60 % de celle-ci est libellée en Euro.

Historique des taux de change EURO/TND (2002 – 2012)



Source : calcul de l'auteur à partir de la base de données de l'INS

Cette pensée nous a traversé l'esprit le 23 février 2012. La valeur de l'Euro par rapport au Dinar n'a jamais été aussi haute : le cours a dépassé 2 Dinars pour l'acquisition d'un euro (2,0019). C'est un événement majeur pour un pays comme la Tunisie dont l'économie est tournée vers l'extérieur. La dépréciation de la valeur de la monnaie n'a pas tardé à faire écho. Certains avancent que la baisse du Dinar vis-à-vis de l'Euro est imputée à des facteurs exogènes. Alors que d'autres stipulent que cette nouvelle cotation est due à des faits endogènes. Ceci nous amène à poser les questions suivantes : pourquoi le Dinar tunisien subit autant de fluctuations et quelles en sont les raisons ?

Durant la dernière décennie, le Dinar a perdu du terrain vis-à-vis des deux principales devises du panier de sa cotation (Euro/Dollar) et ne profite plus du rééquilibrage entre l'Euro et le Dollar. Comme l'indique le graphique ci-dessus et quand bien même la tendance était prévisible, le 23 février 2012 fut un jour qui a marqué l'esprit des Tunisiens. La gestion de change du Dinar a eu pour constante un repli. Ce glissement a occasionné le recul de la valeur du Dinar par rapport à l'Euro de 4 % par an sur les dix dernières années. Cette barre symbolique était prévisible, certes, mais inquiétante. En fait, depuis les années 1980, la BCT a choisi, d'un point de vue